

Timor Loro Sa'e, un nouvel État à l'heure du village global ?

Réflexions sur nos mythes et nos modes

Si l'on se réfère à sa seule possibilité d'exister en tant qu'État indépendant, le moins que l'on puisse dire, à la lumière de son histoire, c'est que le Timor oriental n'a pas été chanceux. Partiellement occupé par les Européens dès 1514, il est resté colonie portugaise pendant plus de quatre siècles et demi ratant, du fait de l'attachement du régime salazaro-caetaniste à l'Empire, les grandes vagues de décolonisation postérieures à la Deuxième Guerre mondiale.

Les Philippines (1946), l'Indonésie (1949), le Vietnam, le Cambodge et le Laos (1954), la Malaisie (1957 et 1963¹) et Singapour (1965) ont su, selon les cas, accompagner ou forcer la volonté des Américains, des Hollandais, des Français ou des Anglais pour établir des États. Et dans cette période de recompositions internationales, ils n'ont guère eu de peine, une fois établis, à faire reconnaître leur légitimité. Mais lorsqu'enfin, en 1974 et 1975, l'occasion a semblé donnée aux Timorais de les imiter, le contexte avait radicalement changé. Aux grands impérialismes européens idéologiquement dépréciés s'étaient substitués les appétits de jeunes États-nations à la logique desquelles on porta d'autant plus de crédit qu'ils constituaient un enjeu géopolitique mondial. En d'autres termes, la porte des indépendances, ouvertes en Asie du Sud-Est pendant plus de vingt ans, se referma brusquement au nez des Timorais.

Comme on aura l'occasion de le rappeler, c'est bien dans ce contexte qu'il faut lire l'invasion indonésienne du 7 décembre 1975. Encouragée par certains, tolérée par les autres, elle avait constitué un épiphénomène sans aucun écho dans les grandes préoccupations de l'époque. La brutalité des troupes d'occupation, la résistance des populations, les famines organisées et les abus de la nouvelle administration coloniale ne faisaient plus sens au

1. Cette deuxième date figure le rattachement à la fédération des territoires insulaires de Bornéo (Sarawak et Sabah), mais aussi de Singapour qui retrouvera son indépendance deux ans plus tard.

sein d'opinions publiques occidentales qui, au terme des grands élans idéologiques à consonance humaniste ayant marqué la fin des années 1960, plaçaient désormais leur idéal dans la réussite individuelle.

La fin des années 1990 semble à première vue constituer pour les Timorais une heureuse opportunité. Les pays industrialisés connaissent à nouveau une croissance continue qui pousse leurs élites, en partie lassées par la superficialité d'objectifs purement hédonistes, à se mettre en quête d'une certaine spiritualité ou, à tout le moins d'une dimension altruiste. L'évolution est naturellement propice à une réouverture sur le monde. Alors que la *realpolitik* ne s'impose plus faute de menace pour la justifier, l'Occident s'emploie à se réinventer une vocation morale. En France, c'est l'époque du « droit d'ingérence humanitaire » prôné par Mario Bettati et Bernard Kouchner². Et si la défense du Koweït doit beaucoup à ses hydrocarbures, son habillage idéologique préfigure les interventions en Bosnie ou au Kosovo et les sanctions qui vont peser sur des États abusifs comme le Myanmar.

On n'a certes pas l'imprudence de s'en prendre aux grandes puissances régionales. Le Tibet devra encore subir l'oppression chinoise, mais l'Indonésie qui se fissure avec la crise économique et financière de 1997, est désormais contrainte d'ouvrir le dialogue. Nul doute ainsi que la volonté du désormais B.J. Habibie d'accepter la tenue d'un référendum d'auto-détermination à Timor participe de cette dynamique.

L'indépendance est donc obtenue. Mais quelle place la communauté mondiale peut-elle accorder à un nouvel État, traditionnel point focal des tensions internationales de la région et dont l'intégration aux nouveaux réseaux économiques, véritable incarnation de l'idéal planétaire, paraît poser question ?

1975 : Timor seul face à la guerre froide

25 avril 1974 : la révolution des œillets. Le Portugal veut se débarrasser de la dictature caetaniste et de ses attributs. Parmi eux, le colonialisme³. Mais ce retournement politique qui est perçu en Guinée-Bissau, en Angola ou au Mozambique comme une libération n'est pas clairement conçu comme tel à Timor.

De la contrainte de l'indépendance...

À l'heure de l'indépendance de la Guinée accordée le 10 septembre, l'UDT (Union démocratique timoraise) et l'ASDT (Association sociale-

2. M. BETTATI & B. KOUCHNER, eds, *Conférence internationale de droit et morale humanitaire*, Paris, Denoël, 1987, 300 p. et M. Bettati, *Le droit d'ingérence : mutation de l'ordre international*, Paris, Odile Jacob, 1996, 384 p.

3. On oublie ici volontairement le projet de « Lusitania » sorte de Commonwealth à la portugaise proposé par le général António Sebastião Ribeiro de Spínola dès le début de l'année 1974. Il n'aura les faveurs ni du mouvement des capitaines ni des mouvements de libération africains concernés.

démocrate timoraise), les deux premières formations politiques du pays ont moins de quatre mois d'existence. Pis, elles ne revendiquent ni l'une ni l'autre une indépendance immédiate. La première demande une large autonomie sous la tutelle de Lisbonne et la seconde une transition de cinq à dix ans devant permettre aux Timorais d'« acquérir les compétences nécessaires » à l'exercice de la souveraineté.

À elles deux, l'UDT et l'ASDT sont incontestablement représentatives de la petite élite administrative indigène et métisse de Dili. Mais ce groupe n'a guère d'influence à l'échelle du territoire. La capitale, ou devrait-on dire le chef-lieu, est d'autant plus coupé du monde rural que les infrastructures sont virtuellement inexistantes. Timor-Est ne compte alors qu'une trentaine de kilomètres de routes goudronnées et cinq véhicules à moteur pour mille habitants (contre une trentaine en Angola)⁴. C'est bien peu pour un territoire de 21 594 kilomètres carrés en grande partie montagneux dont le plus haut sommet, le Mont Tata-Mai-Lau, culmine à près de 3 000 mètres.

Alors que l'administration est confinée à la capitale d'une province connue pour avoir été la moins dotée de l'empire colonial portugais⁵, les populations se répartissent en une vingtaine de groupes ethnolinguistiques principaux. Et selon leur mode de structuration sociale, elles sont plus ou moins inféodées à des aristocraties sans transversalité évidente, dont les membres sont connus par les historiens coloniaux sous le nom générique de *liurais*. Les populations timoraises n'ont alors pour l'essentiel d'autres aspirations politiques que celles du respect des règles qui régissaient leurs groupes d'appartenance.

Les événements qui secouent la métropole et commencent à intriguer l'Indonésie voisine demandent pourtant une réaction rapide. À partir du mois d'octobre 1974, le nouveau ministre portugais de la Coopération inter-territoriale, António de Almeida Santos, est chargé de hâter le désengagement de l'administration de son pays. C'est également la mission qui est confiée au nouveau gouverneur, Lemos Pires qui ne fait pas mystère de sa volonté de rester le moins longtemps possible dans l'île⁶. Deux options sont alors envisagées : un processus rapide d'accession à l'indépendance ou l'intégration à l'Indonésie. Les deux pistes vont être explorées simultanément.

Alors que le gouverneur encourage le développement des partis locaux, le gouvernement de Lisbonne prend langue avec son homologue de Djakarta. Le 21 septembre 1974, Mário Soares, alors ministre des Affaires étrangères, rencontre son alter ego Adam Malik au siège des Nations-Unies.

4. G. DEFERT, *Timor Est, le génocide oublié - Droit d'un peuple et raisons d'États*, Paris, L'Harmattan, 1992 : 50. « coll. Recherches Asiatiques ».

5. La production électrique par habitant y était cent fois inférieure à ce qu'elle était à São Tomé et Príncipe, et près de vingt fois moindre qu'en Angola. Le territoire comptait environ un enseignant pour mille habitants, contre six à Macao, presque quatre au Cap-Vert et plus de deux en Angola. Et il n'était pas mieux loti pour le personnel soignant. Avec deux infirmières pour mille habitants, Timor Est était, à l'exception du Mozambique, la colonie la moins dotée de l'Empire portugais (DEFERT, *op. cit.* : 45-52).

6. On se reportera notamment à l'interview qu'il a accordée, peu de temps après son arrivée, au journaliste Bill Nicol (in B. NICOL, *Timor : The Stillborn Nation*, Victoria (Australie), Visa Book - Widescope International, 1978, 328 p. : 178-179).

Une dizaine de jours plus tard, le puissant général Ali Murtopo (qui passe alors pour le possible dauphin du président Suharto) est discrètement dépêché à Lisbonne où il s'entretient avec le président Costa Gomes, le Premier ministre Vasco Gonçalves et les ministres des Affaires étrangères et de la Coordination interterritoriale. On ignore la teneur exacte de ces entretiens. Mais on doit sans doute les comprendre à la lumière de la déclaration d'Almeida Santos qui, quelques jours plus tôt, déclarait à la presse « souhaitable » alors que l'indépendance lui semblait « affreusement irréaliste »⁷. De fait, le voyage d'Ali Murtopo à Lisbonne sera suivi de bien d'autres rencontres « secrètes »⁸.

... à l'impossibilité de l'indépendance

À la fin de l'année 1974, l'option de l'intégration à l'Indonésie est écartée par la quasi-totalité des élites urbaines timoraises. Pour l'éviter, l'urgence doit donc tenir lieu de maturité politique. Les deux partis autochtones ont d'abord conclu un accord de coalition (23 janvier 1975) avant de suivre des trajectoires différentes. L'UDT, prisonnière de son attachement à une métropole qui ne veut plus répondre à ses attentes manque du dynamisme nécessaire pour élargir sa base. L'ASDT, devenue Fretilin (Front révolutionnaire pour un Timor Est indépendant) depuis le 12 septembre 1974, entend en revanche souffler ce qu'il croit être le vent de l'histoire. Épousant la ligne marxiste qui était celle du MPLA angolais et de son presque-homonyme, le Frelimo mozambicain, le parti pense encore pouvoir gagner sa légitimité par la défense d'une cause qui n'avait pas manqué de soutiens ailleurs dans le monde au cours des décennies précédentes. L'erreur s'avère cruelle. Elle ne se révèle pas sur le terrain. À partir de la fin de l'année 1974, de jeunes idéalistes ont entrepris avec un certain succès de communiquer leur enthousiasme jusque dans des campagnes reculées auxquelles ils ouvrent de nouvelles et séduisantes perspectives (en matière d'alphabétisation notamment). Elle est en revanche sanctionnée sur la scène internationale. Alors que, peu à peu, le Fretilin améliore sa représentativité dans le territoire⁹, les perspectives d'indépendance s'estompent au gré des jeux géopolitiques. Ainsi, paradoxalement, c'est précisément au moment où le peuple timorais commence à se penser en tant qu'ensemble autour d'une commune

7. *Expresso*, 23 août 1974.

8. À Londres, à Denpasar, Hong Kong et Macao entre mars et mai 1975.

9. On dispose de peu de données chiffrées sur les aspirations politiques des Timorais au cours de l'année 1975. Les élections locales organisées en juillet n'ont pas départagé le Fretilin et l'UDT qui se sont répartis, presque à parité, 80 % des suffrages. Dans les mois qui vont suivre, la politique offensive du Fretilin semble lui avoir progressivement gagné le soutien d'une large proportion de la population. C'est en tout cas ce dont témoignent les observateurs présents sur le terrain. On pense notamment aux journalistes J. JOLLIFFE (*East Timor: Nationalism and colonialism*, Santa Lucia (Aust.), University of Queensland Press, 1978, 362 p.) et B. NICOL, *op. cit.*, ainsi qu'au diplomate J. DUNN (*Timor Betrayed*, Milton-Gladesville-Elwood-Adelaide-Auckland, The Jacaranda Press, 1983, 402 p.) et aux représentants des organisations humanitaires qu'il nous a été donné de rencontrer.

aspiration à l'indépendance nationale, que cette option devient inacceptable pour ceux qui ont le pouvoir de la contrarier.

Contrairement à ce que l'on a coutume de croire, l'Indonésie n'a pas été à l'origine de la menace. Elle en a plutôt été le bras armé consentant. De fait, lorsque le 17 juin 1974, le ministre des Affaires étrangères Adam Malik écrit un courrier officiel à José Ramos Horta de l'ASDT pour l'assurer que l'Indonésie adhère sans réserve à l'objectif de l'indépendance timoraise, il ne faut pas y voir une manœuvre dilatoire¹⁰, mais bien plutôt le reflet d'un débat interne. C'est en fait l'Occident qui va encourager le régime du général Suharto à privilégier l'option de l'intégration et, par voie de conséquence, une offensive militaire dont l'opportunité n'est pas pour déplaire à certains officiers d'état-major de Djakarta (au premier rang desquels le futur général-en-chef des forces armées, Benny Murdani). L'Australie s'est d'emblée montrée explicite. Au mois de septembre 1974, le Premier ministre travailliste Gough Whitlam est allé rencontrer le président indonésien dans son fief de Wonosobo (Java central) pour l'assurer qu'« un Timor indépendant ne serait pas un État viable mais un danger potentiel pour la région »¹¹ et qu'en conséquence Canberra comprendrait « l'intérêt » que pourrait attacher l'Indonésie au territoire¹².

Côté américain le soutien à l'intégration a été tout aussi évident. La guerre du Vietnam venait à peine de s'achever et les États-Unis étaient soucieux d'éviter tout nouveau revers et donc prêts à donner tous les moyens possibles à l'Indonésie qu'ils considéraient comme un « allié exemplaire »¹³. Ils entendaient de surcroît sécuriser l'accès des détroits d'Ombai et Wetar, perçus comme stratégiques pour le passage de leurs sous-marins. Washington était alors le premier pourvoyeur de matériel militaire de l'Indonésie et ses livraisons seront multipliées par près de cinq entre 1974 et 1975¹⁴. Tout au long de sa campagne timoraise, Djakarta pourra compter sur des équipements adaptés. On pense particulièrement aux avions OV 10 Bronco anti-guérilla dont l'usage a semble-t-il été facilité par la présence sur le terrain de conseillers spécialisés américains¹⁵.

On peut ainsi penser que l'invasion de Timor Est, le 7 décembre 1975 a été décidée conjointement. La présence du président Gerald Ford et de son secrétaire d'État Henry Kissinger à Djakarta le 6 tend en tout cas à montrer l'étendue de la compréhension américaine¹⁶. Elle s'exprima très concrètement aux Nations unies où Washington demanda à son délégué, Daniel

10. Ce courrier est notamment reproduit in M. ROGER, *Timor oriental*, Paris, L'Harmattan, 1977, 158 p. et in DEFERT, 1992 : 63.

11. Cité in H. MAC DONALD, *Suharto's Indonesia*, Melbourne, Fontana & Collins, 1980 : 195.

12. Department of Foreign Affairs, 11 septembre 1974, cité in DUNN, 1983 : 143-144.

13. UNITED STATES OF AMERICA - House of Representatives, *Hearings before the Committee on Appropriations*, 10 juin 1980, 6^e partie, doc. n° H131-113, Washington, 1980 : 2-3.

14. J. PARDO, « El problema de Timor Este », in IEPALA (*Cuadernos de Debate Político*), 2, septembre 1984, 141 p. Les principaux éléments relatifs aux transactions de matériels militaires ont été traduits in DEFERT, 1992 : 238.

15. *East Timor News*, 13 et 27 juillet 1978.

16. Le président américain n'essaiera en tout cas guère de faire croire à une coïncidence (voir notamment à ce propos G.J. MUNSTER & J.R. WALSH, *Documents on Australian Defence and Foreign Policy, 1968-1975*, Hong Kong, éd. des auteurs, 1980 : 192-193).

Patrick Moynihan, de s'employer à atténuer l'impact de l'invasion sur l'Assemblée Générale¹⁷.

Les États-Unis voulaient donc, selon la terminologie employée à l'époque, « éviter l'émergence d'un nouveau Cuba ». L'analogie n'était pas aberrante en matière de géomorphologie. Les deux îles ne sont pas loin de se ressembler pour peu que l'on oublie que l'« homologue caraïbe » est trois fois plus grand et douze fois plus peuplé. La comparaison n'aurait en tout cas pas manqué de validité si l'on avait pu considérer Timor Est, isolé dans une zone acquise aux options occidentales, comme un pion dans la stratégie du Kremlin. Mais, et c'est là que la stratégie marxiste du Fretilin s'est avérée très fautive, il n'en a jamais véritablement été question. En fait l'URSS brejnévienne n'apporta pas le moindre soutien à la cause de l'indépendance timoraise. Au contraire, pendant près de dix ans, il sera impossible aux responsables nationalistes en exil de se rendre à Moscou où leur présence sera toujours jugée inopportune.

La complaisance soviétique à l'égard de la position indonésienne peut s'expliquer par bien des facteurs. Sur le plan militaro-stratégique, l'armée rouge pouvait espérer que l'Indonésie laisse ses forces navales transiter par les détroits de l'Archipel, leur évitant ainsi un long détour septentrional. La chose était d'autant plus aisée à obtenir que, contrairement à la Thaïlande ou aux Philippines, l'« allié exemplaire » des États-Unis n'abritait sur son sol aucune base américaine.

Autre raison probable de la bienveillance de Moscou, l'URSS avait apporté, au début des années 1960, un important soutien économique au régime de Sukarno, accumulant environ deux milliards de dollars de créance. Le remboursement de cette dette par l'Ordre Nouveau indonésien était naturellement conditionné à la normalisation des relations entre les deux pays. Le régime du président Suharto, arrivé au pouvoir en 1965, avait d'ailleurs également intérêt à les améliorer pour éviter toute interférence négative de Moscou dans un archipel ébranlé par les très violents événements au cours desquels le parti communiste indonésien pro-chinois avait été éradiqué.

L'entente entre Moscou et Djakarta s'est donc à plusieurs reprises exprimée dans le champ diplomatique. Contrairement à ses homologues de Bangkok ou de Manille, le gouvernement indonésien ne s'est jamais engagé sur le front vietnamien et il se montra étonnamment compréhensif lors de l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoi comme lors de l'intervention de l'Armée Rouge en Afghanistan. Mieux, il ne s'opposa pas au remplacement de la délégation khmère rouge aux Nations unies par une représentation du régime pro-vietnamien. C'est sans doute cette bienveillance qui lui valut les faveurs d'une partie des démocraties populaires lorsque l'Indonésie cherchait à éviter les condamnations de l'Assemblée Générale de l'Onu de son occupation de Timor Est¹⁸.

17. D.P. MOYNIHAM, *A dangerous place*, Boston, Little Prown and Company, 1978 : 247.

18. Entre 1978 et 1982, la Pologne et la Roumanie, bientôt suivies de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la République Démocratique Allemande retirèrent leur soutien aux Timorais, préférant s'abstenir sur la question.

Habituel pendant de l'URSS, la Chine Populaire, dernier recours possible des nationalistes timorais, s'es'en tient, quant à elle, à quelques positions de principes sur la question¹⁹. Pékin privilégie de fait la normalisation de ses relations avec le régime de l'Ordre Nouveau qui déboucheront sur un accord économique (5 juillet 1985) et le rétablissement des relations diplomatiques (8 août 1990) suspendues en 1965.

« *In* » ou « *Out* » : une indépendance hors mode

En décembre 1975, la priorité donnée au pragmatisme sur les principes par les grands pays socialistes n'avait déjà plus de quoi surprendre les opinions publiques occidentales. Depuis 1968 et l'intervention soviétique à Prague, il n'y avait plus guère que les militants historiques du parti communiste qui puissent faire état d'un « bilan globalement positif » de Moscou en terme de droit des peuples. Quant aux jeunes maoïstes qui avaient fleuri sur les campus européens au début de la décennie, ils n'avaient plus la possibilité d'ignorer une réalité chinoise bien loin du modèle qu'ils avaient rêvé. Jadis synonyme de droit de l'Homme, la Révolution en était devenue antonyme. Et la multiplication des espoirs décus incitait à la prudence quant à l'idéalisation d'un inconnu dont la distance tendait à sublimer l'image. Aux yeux des intellectuels, les utopies passaient désormais pour de coupables naïvetés.

Dans ce contexte, l'opinion publique se trouva particulièrement mal à l'aise s'agissant d'appréhender la question des droits des peuples sans État. Seul le cas palestinien poussait encore aux débats contradictoires tant il concentrait les fantasmes et les hantises de l'Occident chrétien. Par son cadre biblique, son ancrage méditerranéen et surtout les acteurs qu'il mettait en scène, il forçait l'attention au-delà des préoccupations dominantes du moment. Sionisme militant et attentats de l'OLP alimentaient respectivement antisémitisme et arabophobie, alors que les partisans de chaque camp puisaient respectivement leurs arguments dans les culpabilités historiques et le droit du sol.

Hormis cette situation bien particulière, la question du droit des peuples était aussi démodée que pouvait l'être la résolution 1514 (XV) des Nations unies qui, y faisant référence en décembre 1960, ouvrait alors la voie aux grandes vagues de décolonisations africaines. Les décennies 1975-1995 eurent d'autres objets de mobilisation. C'est l'époque où ce que l'on pourrait qualifier de « pensée alternative dominante » ne prenait pas encore pour cible privilégiée les *Fast Food*, incarnation tangible des « méfaits » de la mondialisation. Face aux *realpolitik* sous-tendues par la guerre froide, elle se concentrait plutôt sur le pacifisme, dénonçant les missiles *Pershing* et le programme de défense extra-atmosphérique de l'administration républicaine américaine (romantiquement baptisé « guerre des étoiles »).

19. Aussitôt après l'invasion, l'agence Chine nouvelle et le quotidien *Renmin Ribao* annonçaient de concert que le peuple chinois « soutiendrait fermement le peuple de Timor Est » (cités in Justus Van DER KROEF, « Patterns of conflicts in Eastern Indonesia », in *Conflict Studies* (Londres), 79, janvier 1977 : 14).

Nulle place ici pour un intérêt quelconque porté à des mouvements de libération qui opposaient le tiers-monde au tiers-monde. Habitué qu'ils étaient à une assimilation implicite entre colonisation et Occident, les militants « progressistes » ne virent là nul objet de préoccupation. Le Fretilin, le Front *Polissario* sarahoui ou la Swapo namibienne²⁰ attirèrent au mieux quelques dizaines de curieux lorsqu'ils venaient, à Londres ou à Paris, présenter leurs activités dans le cadre anonyme d'une quelconque salle polyvalente.

Boudé par les autorités françaises, José Ramos Horta, le représentant du Fretilin en exil, n'avait alors que les honneurs des banlieues parisiennes où pouvaient l'accueillir quelques militants d'origine portugaise. Et encore, les Timorais restèrent-ils bien dotés par rapport aux Papous et aux mouvements ethniques africains dont les territoires, selon le principe sacro-saint de l'intangibilité des frontières coloniales, ne sont pas supposés sécables de l'ensemble national auxquels ils sont rattachés. Ces derniers semblent tout simplement n'avoir aucune existence dans la conscience collective.

Entre la volonté explicite des États-Unis et de leurs alliés d'empêcher l'émergence d'un Timor Est indépendant, le désir de l'armée indonésienne d'en prendre le contrôle, les calculs des pays socialistes et l'indifférence des opinions publiques, on peut dire que les Timorais ont vécu une guerre froide unilatérale, aussi riche en ennemis que dépourvue d'alliés. C'est ainsi qu'une fois l'invasion indonésienne consacrée, et jusqu'à la chute du président Suharto, le 21 mai 1998, les Timorais connurent une longue parenthèse d'oubli. Le monde se montra à la fois aveugle et sourd aux événements majeurs qui déchiraient le territoire. Il ne réagit pas à la guerre qui opposait les forces de Djakarta au mouvement nationaliste pendant les trois premières années d'occupation (à la fin de l'année 1977, moins de 200 000 des 600 000 Timorais vivent dans des zones contrôlées par l'armée indonésienne²¹). Il ne s'intéressa pas à la politique des camps d'internement qui provoquait une famine qualifiée par le responsable sur place de la Croix rouge internationale d'« aussi grave que celle du Biafra »²². Il ne se soucia pas plus des conditions d'une colonisation brutale et excluante qui encourageait l'afflux de migrants indonésiens pour prendre le contrôle effectif du territoire²³. Il ignore enfin la mort de plus de 40 % de la population indigène, alors qu'il s'agissait là, en termes relatifs, de l'ethnocide le plus important depuis la Deuxième Guerre mondiale²⁴...

20. Swapo, *South West African People Organisation*, principal mouvement de libération en Namibie alors occupée par l'Afrique du Sud.

21. Pour une analyse des étapes de ce conflit on se reportera surtout à LIEM SOEI LIONG & C. BUDIARDJO, *The war against East Timor*, Londres, Zed Books, 1984, 235 p. ; à J. TAYLOR, *Indonesia's Forgotten War : The Hidden History of East Timor*, Londres, Zed Books, 1991 et à DEFERT, *op. cit.* : 93-151.

22. David Delaprez cité in P. RODGERS, « Famine in East Timor », *The Sydney Morning Herald*, 1^{er} novembre 1978.

23. Ce n'est pas l'objet du présent article que de décrire les conditions de l'occupation. À ce propos on pourra se référer à J. TAYLOR, *Indonesia's Forgotten War : The Hidden History of East Timor*, Londres, Zed Books, 1991 et à DEFERT, *op. cit.* : 153-195.

24. Pour des données précises sur ce bilan humain et ses éléments de calcul voir Defert, *op. cit.* : 147-150 ainsi que l'article de F. Durand dans ce dossier de *Lusotopie*.

1998... Timor Loro Sa'e : s'intégrer à la communauté internationale ?

L'exemple de Timor est révélateur de la faiblesse du monde occidental s'agissant d'appréhender les crises extérieures. Selon la logique du balancier, en l'espace de deux décennies, le cas du territoire est passé de l'exclusion la plus complète de l'actualité internationale à un engouement relatif dont la vocation à la fugacité est révélée par la sensible méconnaissance de ceux qui y participent.

Le mythe du déchirement interne

Dès lors qu'il a été de nouveau question d'indépendance timoraise, on a beaucoup parlé de « guerre civile ». Cela a même été l'un des principaux leitmotivs de la presse internationale²⁵. Pourtant, à y regarder de près, le terme semble particulièrement mal adapté. La mise à feu et à sang du territoire par des milices, armées pour cet usage par les militaires indonésiens²⁶, ne s'apparente guère à un conflit entre citoyens. Ici, comme cela a été le cas en France pendant l'occupation allemande, les milices ont été recrutées aux marges de la société. En tout état de cause, elles n'ont jamais représenté qu'une force d'appoint au service de l'occupant. Parlait-on pour autant de « guerre civile » à Paris, lorsqu'à l'approche de ce qui, sans équivoque, est resté dans les mémoires comme « la libération », certains miliciens tiraient encore sur les FFI ?

L'usage du terme de « guerre civile » pour qualifier les événements timorais date en fait de 1975. Dans la nuit du 10 au 11 août, poussée par les services spéciaux indonésiens (Bakin) qui leur avaient fait savoir que Djakarta ne tolérerait pas un gouvernement comprenant des marxistes, l'UDT, affaiblie et abandonnée par le Portugal, avait tenté de prendre le pouvoir dans la colonie. Le Fretilin avait alors réagi, provoquant de fait une guerre civile de deux semaines. Ce bref conflit fratricide servira trois mois plus tard aux autorités indonésiennes pour justifier l'invasion. L'argument a ensuite été utilisé de façon récurrente par la propagande indonésienne²⁷ et, surtout, il a été abondamment relayé par les principaux alliés occidentaux de l'Indonésie. Ces derniers ont préféré ignorer qu'entre le 1^{er} septembre (date de la fin du bref conflit fratricide) et le 7 décembre 1975 (celle de l'invasion), Timor Est n'était plus agité par aucun conflit militaire ou politique²⁸.

25. En associant aujourd'hui les termes « Timor » et « guerre civile » ou « civil war », on obtenait, le 10 août 2001, 42 400 références grâce au moteur de recherche Google.

26. ... ce que reconnaissait d'ailleurs parfaitement le général Wiranto, alors commandant-en-chef de l'armée indonésienne qui déclarait à la presse que lesdites milices avaient été « créées légalement par le gouvernement [...] pour aider l'armée indonésienne à faire face aux groupes qui menaçaient la sécurité » (*Kompas*, 26 janvier 1999).

27. Voir à ce propos G. DEFERT, « Timor Est, "vu d'Indonésie" » in « L'Indonésie et son Nouvel Ordre », *Archipel* (Paris), 46, 1993 : 119-129.

28. D'après le CICR, entre 2 000 et 3 000 personnes ont péri victimes de la guerre civile du mois d'août et environ autant, pour l'essentiel partisans de l'UDT, ont quitté le territoire pour la ville australienne de Darwin ou le Portugal.

En 1998, à l'issue du référendum dont on sait qu'il a été très largement favorable à l'indépendance²⁹, l'argument de la « guerre civile » ne pouvait guère servir à empêcher une indépendance que ses contempteurs pouvaient au mieux rendre douloureuse. Il s'agissait surtout en l'occurrence pour l'armée de sauver la face en tentant de valoriser, par effet de contraste, la période de « paix » indonésienne.

La facilité avec laquelle les médias internationaux ont véhiculé une image fautive de la réalité, simple reflet de la stratégie propagandiste d'un État, peut sans doute s'expliquer par la négligence avec laquelle est appréhendée une question considérée comme très périphérique. On peut même soupçonner quelques observateurs généralistes de mélanger intuitivement Timorais et Indonésiens, brouillant ainsi l'image du conflit qui les oppose. Mais l'« erreur » de lecture des événements se fonde également sur la conviction, très partagée, que, dans les petits territoires du Sud, sans expérience de l'indépendance, le débat politique a vocation à se muer en violences ; qu'en quelque sorte, ces pays ne seraient pas en mesure de s'auto-administrer pacifiquement.

Quelle image du développement pour quelle viabilité ?

Lieu de déchirement, source d'instabilité régionale, on retrouve ici les arguments soulevés par Gough Whitlam en 1974. Mais cette conclusion politique reste généralement dans le registre de l'implicite car, si elle a pu habiller d'une parure acceptable certaines stratégies liées à la guerre froide, elle n'est plus ni invocable ni théorisable dans le contexte actuel. Les doutes sur la « viabilité » de Timor sont en revanche relayés, beaucoup plus explicitement et, pense-t-on, de manière bien plus légitime, dans le registre économique.

Ainsi, lorsqu'en 1998, la question de l'indépendance s'est de nouveau posée, le débat s'est porté sur la capacité du territoire à assurer les ressources nécessaires à une existence autonome. Au moment du référendum d'auto-détermination du mois d'août 1999, la quasi-totalité des reportages que lui a consacrés la chaîne américaine CNN incluait des interrogations à ce propos. Et depuis lors, environ 30 000 articles en anglais indexés par le moteur de recherche Internet Google³⁰ ont abordé ce qui passe désormais aux yeux des journalistes comme une problématique centrale : Timor Loro Sa'e a-t-il les moyens de son indépendance ?

Si l'on prend la question pour ce qu'elle est, sans mesurer les arrières-pensées qui la suscitent, la réponse est apparemment assez simple. Le territoire compte moins d'un million d'habitants dont la plupart vivent très modestement d'une économie d'autosubsistance. Ils ont peu d'exigences en

29. L'option de l'indépendance l'a emporté avec 78 % des suffrages malgré le climat de terreur entretenu par l'armée et ses milices qui s'étaient montrées très menaçantes. On se souviendra notamment des propos d'Eurico Guterres, chef de la milice Aitarak qui avait promis que Timor deviendrait une « mer de feu » si l'option de l'indépendance était adoptée par ses concitoyens (*Reuters*, 29 août 1999).

30. Recherche effectuée le 10 août 2001 sur la base des mots clés « *viability* », « *viable* », « *sustainability* » et « *sustainable* ».

matière de consommation en dehors des denrées qu'ils peuvent eux-mêmes produire. Les importations nécessaires à la satisfaction des besoins individuels (ustensiles domestiques, radios, motocyclettes...) et l'achat des biens d'équipement indispensables à la transformation des produits agricoles et au développement des infrastructures peuvent être durablement couverts par l'exportation des richesses minières et des produits de l'agriculture de rente.

La situation n'est pas en cela très différente de ce qu'elle était avant l'invasion indonésienne. Le café timorais, connu dans les années 1960 pour avoir été l'un des meilleurs au monde, a un temps contribué à la prospérité de quelques officiers indonésiens³¹. En 1998, les compagnies américaines *Starbucks Corp.* et *Holland Coffee Inc.* se félicitaient l'une et l'autre de la qualité de l'arabica timorais qu'elles utilisent désormais dans leurs produits³². Les conditions naturelles au centre du pays (région d'Ermera notamment), alliées au savoir-faire tant bien que mal transmis pendant les années d'occupation (il y aurait aujourd'hui 13 000 petits producteurs de café à Timor³³), ouvrent des perspectives tout à fait intéressantes.

De même, les ressources en hydrocarbures, si elles sont moins prometteuses qu'on ne l'avait un temps espéré³⁴, laissent augurer des profits non négligeables à l'échelle du pays. Un accord avait été conclu en décembre 1989 entre l'Indonésie et l'Australie pour le partage d'une zone maritime connue sous le nom de « Timor Gap » que la revue de Djakarta *Indonesian Quarterly* décrivait alors comme l'un des vingt-cinq champs pétroliers les plus riches au monde³⁵. Le potentiel est aujourd'hui évalué à environ 11 milliards de dollars³⁶ dont une partie devrait échoir, sous forme de royalties, au futur État timorais. Ses représentants ont fait savoir, aussitôt les résultats du référendum d'autodétermination connu, que le traité signé entre Canberra et Djakarta serait honoré par Dili³⁷. Au chapitre des ressources minières complémentaires, on notera que Timor est plutôt bien doté puisqu'on trouve sur son sol de l'or, du cuivre, du chrome, du marbre, des phosphates, du graphite... Les ressources maritimes sont également

31. Le général Murdani, commandant-en-chef des forces armées puis ministre de la Défense de l'Ordre nouveau, profitera lui-même largement de l'exploitation du café d'abord par l'intermédiaire de la *PT Denok*, qui a longtemps bénéficié du monopole des exportations, puis par le biais de la *PT Batara Indra* (DEFERT, *op. cit.* : 190-192 et 195).

32. Cités par J. SOLOMON, « Coffee Trade fuels the drive for East Timor Independence », in *Asian Wall Street Journal* (Hong Kong), 25 août 1998.

33. J. PEDERSEN & M. ARNEBERG, eds, *Social and Economic Conditions in East Timor*, New York, International Conflict Resolution Program, Columbia University, Oslo, Fafo Institute of Applied Social Science, 1999 : 23.

34. Voir à ce propos : R. GAGEONNET & M. LEMOINE, *Contribution à la géologie de la province portugaise de Timor*, Lisbonne, Ministerio do Ultramar, Junta de investigações do ultramar, 1958, 140 p. *Estudos, ensaios e documentos*, 48, et R. GAGEONNET, M. LEMOINE et D. TRUMPY, « Problème pétrolier dans la province portugaise de Timor », *La Revue de l'Institut Français du Pétrole* (Rueil-Malmaison), XIV (4-5), avril-mai 1959 : 466-473.

35. A. USMAN, « The Timor Gap in the delimitation of the continental shelf boundary between Indonesia and Australia », *Indonesian Quarterly* (Djakarta) XIX (3), juillet 1986 : 386. Cette évaluation optimiste a été confirmée plus tard par J.M. de Sousa SALDANHA, *The political economy of East Timor Development*, Djakarta, Pustaka Sinar Harapan, 1994.

36. Associated Press, 21 juillet 2001.

37. José Ramos Horta in Australian Broadcasting Corporation, 1999, cité in PEDERSEN & ARNEBERG, *op. cit.* : 12.

potentiellement intéressantes dans une zone riche sur le plan halieutique (avec un potentiel de capture évalué à environ 600 000 tonnes/an³⁸).

Sur le plan agricole, outre le développement des caféiers que l'on a évoqué, plusieurs activités adaptées au milieu naturel s'inscrivent profondément dans la tradition timoraise. On pourrait citer l'exploitation du bois de santal, celle de l'hévéa (troisième source de recette du territoire à l'époque portugaise) ou celle de la vanille, du girofle, de la noix d'arec et du kapok, déjà développées dans différents districts³⁹. D'une manière générale, on notera que seule la moitié des 600 000 hectares considérés comme adaptés aux activités agricoles⁴⁰ sont actuellement en exploitation. Pour peu que l'on prenne garde à l'érosion, cela laisse des possibilités de développement tout à fait substantielles.

On retiendra enfin que l'élevage bovin a un temps distingué Timor comme le seul territoire de l'Empire portugais où le nombre de têtes de bétail était supérieur à celui des habitants⁴¹. Les alentours de Los Palos, à la pointe orientale de l'île, s'avèrent particulièrement propices à cette activité. Une entreprise indonésienne liée aux intérêts de la fille aînée du président Suharto (Siti Hardijanti Rukmana, plus connue sous le sobriquet de Tutut), y avait même, un temps, envisagé l'implantation d'une ferme industrielle.

Ces différentes richesses, potentielles ou exploitées, sont à l'évidence en mesure d'assurer aux Timorais un niveau de vie tout à fait comparable à celui de certains grands pays voisins dont les ressources n'apparaissent abondantes que si l'on fait abstraction de l'ampleur de leur population et des difficultés politiques et sociales structurelles qui sont les leurs. Une fois la phase de reconstruction passée, il n'y aurait *a priori* pas de raison de penser que le nouvel État se montrerait plus dépendant de l'aide internationale que bien des pays en développement. Sur la base des seuls critères objectifs, le débat sur la « viabilité » de Timor Loro Sa'e n'aurait donc pas lieu d'être.

La raison de son émergence tient sans doute à deux tendances actuelles de la société occidentale, que l'on pourrait croire, à tort, opposées : le sens de la responsabilité collective et l'apologie d'un libéralisme sans frontière. Bien qu'*a priori* sans rapports, on va voir qu'elles participent du même courant général.

Ingérence humanitaire et libéralisme ou les deux têtes d'une hydre conceptuelle

Dès les résultats du référendum de 1999 connus, des dizaines d'organisations humanitaires, publiques et privées, dont beaucoup intervenaient déjà indirectement du temps de l'administration indonésienne, ont ouvert des bureaux et lancé des programmes dans le territoire. Des agences gouvernementales comme AusAid, Cida (Canada), Nzoda (Nouvelle-Zélande), Usaid

38. PEDERSEN & ARNEBERG, *op. cit.* : 34.

39. *Ibid.* : 35-38.

40. *Ibid.* : 29.

41. H.A. Esteves FELGAS, *Timor portugues, Ministerio do Ultramar, Divisão de publicações e biblioteca, Agência Geral do Ultramar, Lisbonne, 1956* : 493.

et les services de coopération des États (Portugal) côtoient une multitude d'organisations « citoyennes ». CAFOD, Caritas, Care, Cida, Miereor, The Asia Foundation, Timor Aid, Missio et bien d'autres⁴² se concentrent sur les différents aspects du développement local : l'éducation et la formation professionnelle, la santé, l'agriculture et l'aménagement rural, le drainage et l'assainissement, la mise en place de l'appareil juridique, la bonne gouvernance...

Le droit d'intervention humanitaire conceptualisé au milieu des années 1980 est en quelque sorte la version « totalisante », avec le risque d'être totalitaire, du principe de la « charité » en vigueur jusqu'alors. On ne se contente plus d'envoyer des objets ou des fonds dont l'utilité variait en fonction du contexte et des circonstances. Au nom d'une humanité désormais globalisée, on impose ses critères aux bénéficiaires par une présence multiforme. La théorie veut certes que l'on interroge l'autochtone avant de s'employer à le satisfaire, mais le simple fait du questionnement induit une réponse libellée en termes d'attentes et de besoins. Ainsi, au-delà de la nécessité ponctuelle d'aider à la réinstallation des populations déplacées et à la reconstruction des infrastructures timoraises ravagées par les milices de l'armée indonésienne, l'opinion mondiale, par le biais des ONG qu'elle mandate, s'emploie à matérialiser, chez les Timorais, l'image qu'elle se fait du développement, et par la même de la viabilité économique.

L'Occident et les technocrates de tous horizons qu'il a contribué à former, a attribué à la notion de besoin une définition univoque. Elle débouche sur une perception purement quantitative, matérialisée par le concept de « seuil de pauvreté ». Ainsi, on fixe des critères universels au développement humain (auquel on applique même un indice) sans s'apercevoir qu'ils font écho à des modèles et à des modes qui, s'ils sont mondialisés, le sont sur la base d'une pensée dominante qui n'emprunte en rien aux peuples auxquels elle s'applique.

Dans le rapport très complet qu'ils ont consacré à Timor en 1999, Jon Pedersen et Marie Arneberg estimaient qu'environ la moitié de la population timoraise vivait « en dessous » du seuil de pauvreté. Et, considérant que la pauvreté relève de la même catégorie d'évidence conceptuelle que les ressources naturelles (chapitre 1), la production (chapitre 2) ou la population (chapitre 4), les auteurs lui ont consacré un chapitre (le 7^e) au sein duquel ils constatent que le taux de « profondément pauvre » et de « sévèrement pauvre » est particulièrement important. Cette situation étant conçue selon les critères des donateurs comme inacceptable, le Timor Loro Sa'e ne peut donc être considéré comme un « État viable ».

Partant, la question pourrait être de savoir à quel moment, du fait de l'action bénéfique de ses bienfaiteurs, il pourra le devenir. Mais là intervient un vice dont, à l'opposé des ethnographes, les travailleurs de l'humanitaire, publics et privés, ne semblent pas se formaliser : l'influence de leur présence et de leur action sur les conceptions et les comportements de ceux qu'ils

42. PEDERSEN & ARNEBERG, *op. cit.*, Part I : Tabl. X.II.1a à X.II.2c (p. 149-151) et Part II : Tabl. VI.II (p. 220-228).

approchent. Parce qu'ils suscitent naturellement l'adhésion de populations auxquelles ils promettent des avantages concrets, ils en viennent à oublier que leurs programmes n'ont pas pour seule incidence sociale et culturelle l'amélioration technique qu'ils appellent de leurs vœux. Le sujet vaudrait qu'on s'y attarde et ce n'est pas ici notre objet. On se contentera de constater que dans bien des communautés indigènes africaines, comme au Cambodge où l'intervention humanitaire a été et reste toujours massive, l'assistanat est durablement devenu la règle de fonctionnement de la société. Et encore n'évoque-t-on pas le développement des inégalités sociales (aujourd'hui presque inexistantes à Timor) ou l'émergence de sectes millénaristes révélatrices des pertes de repères culturels.

On ne demande plus aux femmes, comme on le faisait encore il y a peu, de se couvrir les seins pour passer du statut de sauvage à celui de civilisé. Mais à bien y réfléchir, les exigences formulées ont changé de forme plus qu'elles ont changé de nature. Au nom de la globalisation et de la supposée universalité des valeurs, l'épanouissement humain devrait aujourd'hui encore être mesuré sur une échelle fixe. Il serait donc du ressort de la communauté humaine, par définition prise dans son ensemble mais dont les mandataires se sont auto-désignés, d'assurer à ses représentants les moins favorisés, santé, scolarisation, mécanisation et accès aux échanges monétaires. À Timor, où les règles sociales et économiques autochtones avaient prouvé leur solidité avant l'invasion indonésienne, les cultures locales ne satisfont pas les exigences dont on a décidé qu'elles devaient être les leurs. Il n'est pas imaginable de laisser la société fonctionner selon ses critères « traditionnels » et se réinventer lentement une dynamique propre répondant aux besoins vécus des habitants. Leur système, même s'il devait leur convenir, les cantonnerait à la catégorie pitoyable et infamante des populations misérables. Au-delà même des secours d'urgence rendus nécessaires par les exactions des milices, l'aide étrangère leur serait donc durablement indispensable car elle seule pourrait leur permettre de se « développer ».

L'objectif de développement national d'un Timor Loro Sa'e indépendant permet ainsi de conforter la bonne conscience d'un Occident qui se croit en mesure de l'assister. Il n'est pas, et c'est dommage, l'occasion d'une réflexion sur les limites que l'on se doit d'imposer à ce droit d'ingérence destructurant pour des sociétés dont la viabilité endogène est éprouvée mais fragile. Pour résumer les choses par une boutade, on dira que l'exigence de la viabilité formulée sur la base de critères importés condamne à la non-viabilité des sociétés qui portaient en elles leur propre viabilité.

Le droit d'ingérence humanitaire s'inscrit en fait fort bien dans la logique néolibérale. Si on prétend l'humanité unique, nous ne serions pas moins fondés à intervenir dans la société timoraise que dans la nôtre propre. Et c'est fort du sentiment qu'ils sont porteurs du progrès de l'Homme que de plus en plus de jeunes citoyens des pays industrialisés tentent, sous une forme ou sous une autre, de devenir les vecteurs de l'aide. Comme souvent par le passé, ils sont d'autant plus sûrs de leur démarche que sa prétention à l'universalité n'est contestée par aucun modèle alternatif.

L'intervention humanitaire participe ainsi clairement au courant de la mondialisation. En se défiant des frontières et des particularismes, elle s'attaque en tout cas aux États qui les revendiquent et rejoint en cela le libéralisme qu'elle prétend souvent combattre. La rupture idéologique pourrait être moins marquée qu'on ne le pense généralement.

On dit souvent que les prérogatives des États-nation s'amenuisent. C'est une hypothèse acceptable, sans doute avérée dans certaines parties du monde. Mais l'est-elle partout, quelles que soient les historicités régionales et locales ? Et si le rôle des États-nation diminue, cela signifie-t-il pour autant que, mécaniquement, l'identité cesse d'être un vécu social et un besoin politique ?

Timor Loro Sa'e : partie d'un grand tout ou construction de ceux qui l'ont souhaité ?

Les frontières deviennent poreuses et les relations entre les acteurs économiques et sociaux transcendent le cadre formel des pays dont ils se contentaient jadis d'incarner les intérêts. Les grands groupes industriels oublient leur attachement à l'État qui les a vu naître au fil de l'internationalisation de leur capital et de leur personnel. La libre circulation des biens et des personnes (toujours énoncée dans cet ordre) est devenue une réalité dans des ensembles géographiques qui, comme l'Europe occidentale, n'ont pas été, par le passé, avares d'hermétismes et de conflits.

Ce processus, plus qu'engagé au sein de l'Union européenne, commence également à prendre une dimension concrète en Asie du Sud-Est. Il s'accompagne de l'émergence d'un sentiment d'identité collective certes encore embryonnaire, mais que les politiques appellent de plus en plus souvent de leurs vœux.

Les nouvelles générations de dirigeants asiatiques, moins impliquées que leurs devancières dans les enjeux de l'indépendance ou de la guerre froide disent voir dans l'intégration régionale la clé du développement. Et, à une heure où la zone ne semble menacée par aucun grand conflit majeur, la mode n'est assurément pas au renforcement des États-nations. L'Asean (de son nom français Association des nations du sud-est asiatique), créée en août 1967, s'est progressivement dotée d'institutions à forte portée symbolique. Depuis 1993, son Secrétaire général a rang de Ministre, « les réunions annuelles des ministres des Affaires étrangères ont été complétées par celles des ministres de l'Économie (depuis 1976) et des Finances (depuis 1996), des comités et sous-comités (près d'une trentaine) se réunissent à intervalles réguliers. Enfin, les chefs d'État et de gouvernement qui se rencontraient sur une base *ad hoc* (quatre rencontres entre 1976 et 1992) ont décidé en 1992 de se retrouver formellement tous les trois ans et sur une base informelle tous les ans »⁴³. La crise économique et financière de 1997 a également hâté la

43. S. BOISSEAU DU ROCHER, « La sécurité de l'Asie du Sud-Est à l'épreuve de la crise économique » in F. GODEMENT, (ed.), *Chine, Japon, Asean - Compétition stratégique ou coopération ?*, Paris, IFRI - La Documentation française, 1999 : 13.

mise en place d'une zone de libre échange intra-Asean (*Asian Free Trade Association*).

Au-delà même des évolutions institutionnelles, on croit voir émerger des polygones d'activités qui transcendent les frontières pour refléter des convergences d'intérêts économiques privés ou figurer le dynamisme d'un ensemble géographique dont l'unité n'est pas prise en compte par le découpage politique. On pense notamment au triangle Batam/Singapour/Johore, à celui de Penang qui unirait le nord de Sumatra au nord de la péninsule malaise et au sud de la Thaïlande ainsi qu'à celui dont on imagine qu'il doit se constituer entre le nord de Sulawesi (Célèbes) et l'île philippine de Mindanao. On évoque également le rectangle constitué de la frontière commune entre le Yunnan, le Myanmar (Birmanie), la Thaïlande, le Laos et le Vietnam, et enfin l'Espace de croissance de l'Asean orientale (*East Asean Growth Area - EAGA-BIMP*) qui a vocation à regrouper Brunei, le Sud des Philippines, les États malais du Nord de Bornéo, l'Est indonésien et bientôt le Nord de l'Australie...⁴⁴.

L'enjeu majeur serait donc aujourd'hui de surmonter les atavismes nationalistes des uns et des autres pour redistribuer les cartes du pouvoir économique et politique dans le sens d'une meilleure intégration à ce que l'on qualifie de plus en plus volontiers de société mondiale. Dans ce contexte, l'émergence de Timor Loro Sa'e dans la région fait figure d'archaïsme. Pourquoi donc vouloir former un nouvel État dans un contexte qui semble condamner cette structure même au registre des monuments historiques ? Quelle place peut occuper une unité politique d'une taille si modeste dans un concert régional qui inciterait plutôt au décloisonnement ? Que faire d'un micro-nationalisme périphérique dans un monde où, à un terme imminent, l'histoire des hommes ne devrait plus se qualifier que par celle de leurs productions et de leurs fructueux échanges économiques ?

Mais toutes ces questions qui ont été abondamment posées, et le sont encore beaucoup aujourd'hui, n'ont finalement de pertinence que si l'on reconnaît comme valides les postulats qui les suscitent.

L'idéologie de la mondialisation induit que le moteur essentiel des individus et des structures collectives qu'ils produisent est l'amélioration de leur niveau de vie, norme par excellence de la civilisation capitaliste. L'homme n'ayant d'autre intérêt que le développement de son activité économique, garantie de la satisfaction de son objectif unique que constitue l'amélioration progressive de son environnement matériel propre, seule l'ouverture doit désormais régler la relation entre les individus. Les frontières et les États ne sont plus alors que des carcans de barbelés.

44. Sur ces évolutions, on se référera utilement au numéro spécial de la revue Hérodote consacré à l'Indonésie (Paris, La Découverte, 88, 1^{er} trimestre 1998), à D. BESSON & M. LANTERI, *Asean - La décennie prodigieuse*, Paris, La Documentation française, 1994 et à la contribution de M. CHARRAS & M. FRANCK, « Quarante ans d'introversion en Indonésie : l'éclipse de toute une région - L'Asie du Sud-Est insulaire dans les recompositions spatiales asiatique », in F. CAYRAC-BLANCHARD, S. DOVERT & F. DURAND (eds), *Indonésie - Un demi-siècle de construction nationale*, Paris, L'Harmattan, 2000 : 69-105 (« coll. Recherches Asiatiques »).

Seulement voilà, les faits sont têtus et les hommes « irrationnels ». En Asie du Sud-Est, au-delà des propos de circonstance, c'est peu dire que le processus d'intégration régionale est encore loin d'être abouti. Les pays de la zone se sont formés dans les affres des luttes pour l'indépendance nationale qui de 1945 à 1954 ont opposé l'Indonésie, le Vietnam ou le Cambodge à la puissance occidentale qui les avait colonisés. Ils se sont ensuite souvent combattus au gré des enjeux géopolitiques du moment. L'Indonésie n'était pas partisane de l'émergence d'une Malaisie autonome. La Thaïlande a envoyé des troupes au Vietnam pour lutter aux côtés des États-Unis. Le Cambodge garde un mauvais souvenir de l'occupation vietnamienne de son territoire de 1979 à 1989. Et jusqu'au milieu des années 1990, Singapour mettait régulièrement ses troupes en état d'alerte lorsque les exercices militaires organisés par ses voisins lui semblaient l'imposer. Nombreux sont donc les responsables politiques de la région qui, conservant le souvenir des tensions passées, tendent à s'arc-bouter sur leurs positions nationalistes pour refuser toute délégitimation de souveraineté à des structures transversales dont ils ne peuvent, par définition, assurer la totalité de la maîtrise.

Ces réticences qui reposent souvent sur de longues traditions de défiance réciproque⁴⁵ ne doivent pas être sous-estimées. Elles ne sont de surcroît pas les seuls écueils auxquels doivent faire face les processus de construction régionale. Tout semble séparer les pays de l'Asean. La confession de leurs populations (la Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie sont respectivement bouddhistes, chrétiennes et musulmanes à plus de 90 %), leurs régimes politiques (démocratie libérale en Thaïlande, en Indonésie ou aux Philippines, socialisme au Vietnam ou au Laos, régime semi-autoritaire en Malaisie et à Singapour, junta militaire au Myanmar) ou leurs revenus (le Cambodge et le Myanmar ont des PNB par habitant vingt fois moins élevés que Singapour). Pire encore, ces pays n'ont aucune tradition de coopération. Même au plus fort de la croissance, le commerce interne à l'Asean n'a jamais dépassé 23 % du total des échanges des pays membres⁴⁶. Et il suffit par exemple de se pencher sur la nature des interrelations ou le contenu des médias vietnamiens et thaïlandais pour s'apercevoir que les deux pays n'existent pas l'un pour l'autre. Les Philippines et l'Indonésie s'ignorent avec la même superbe, sans parler des hermétismes reconnus entre le monde péninsulaire des deux premiers et l'espace insulaire des seconds.

En dehors des rares expatriés, on trouvera fort peu d'individus capables de s'exprimer en thaï au Vietnam. Cette langue n'est tout simplement pas enseignée. Il y a également fort à parier qu'on trouve plus de locuteurs non

45. On évoquera ainsi, parmi d'autres, les méfiances pluriséculaires du Siam (rebaptisé Thaïlande) à l'égard d'une Birmanie qui avait détruit sa capitale, Ayuthaya en 1767. Celle du Laos qui garde un très mauvais souvenir des campagnes de « pacification » siamoises de la fin du XIX^e siècle (Vientiane a été rasée en 1828). On se rappellera également que le Cambodge estime avoir été spolié d'une partie de son territoire par les Vietnamiens qui occupent le delta du Mékong depuis un peu plus de trois siècles. Et Djakarta inspire la méfiance de ses voisins qui se souviennent qu'au moment de l'indépendance, elle invoquait volontiers les « grands empires » de Sriwijaya (VII^e - XI^e siècle) et de Mojopahit (XIII^e - XV^e siècle) pour revendiquer l'intégration de la Malaisie, du Timor oriental et pourquoi pas des Philippines dans son espace national.

46. Y. GAZZO, *L'Asean*, s.l., publications@asiatype.com, 2001 : 52-54.

natifs de khmer ou de lao à Paris qu'à Djakarta ; plus d'experts du malais à New York qu'à Hanoi ou à Manille. Et puisqu'on parle des capitales vietnamienne et philippine, on notera incidemment qu'elles ne sont reliées par aucune ligne aérienne directe. Le volume de leurs échanges ne le justifie tout simplement pas.

La réalité timoraise face aux fantasmes d'un Occident versatile

Si mondialisation il y a, elle est presque totalement imperceptible entre les pays de la zone. Elle s'est surtout exprimée par une ouverture accrue aux capitaux des pays industrialisés et par une intégration croissante à des circuits financiers que la crise de 1997 a largement mis à mal. Les sociétés sud-est asiatiques tendent aujourd'hui à l'évidence à se recentrer sur elles-mêmes, redonnant vigueur au concept, partout décliné différemment, de valeurs nationales.

Dans ce contexte, le fait que dès le 2 août 1999, par la voix de son Secrétaire général Rudolfo Severino, l'Asean se soit déclarée prête à accueillir le Timor Loro Sa'e en son sein⁴⁷ constitue certes un beau symbole – surtout si l'on se souvient que les membres de l'organisation avaient largement soutenu l'invasion indonésienne de 1975. Mais, hors du fait que ce geste politique peut contribuer à assurer la sécurité de Timor dans la région, il engage extrêmement peu son avenir économique et social. Ce ne sont ni l'intégration à l'Asean, ni les perspectives des grandes firmes transnationales, ni l'ingérence humanitaire des « citoyens du monde » qui peuvent servir de ligne directrice au peuple timorais.

Derrière l'écran de fumée d'un supposé village global où l'imaginaire collectif ne leur laisse de toute façon guère de place, ce sont ses propres critères qu'il convient de prendre en compte. Après vingt-cinq ans de guerres, d'oppression et de crises, les Timorais ont choisi d'assumer leur indépendance. Il leur revient maintenant de retrouver des fonctionnements qui, à l'échelle individuelle et collective, sont susceptibles de garantir leur épanouissement. Cette population est concrètement confrontée à des enjeux d'organisation, de production et d'harmonie sociale endogènes qui ne diffèrent pas tant, dans leur nature, de ceux que toutes les sociétés humaines ont pu connaître, de toute éternité. Ils interviennent seulement ici dans une époque qui secrète un engouement exclusif pour une ouverture au monde, conçue comme seule perspective d'avenir, et qui ne tolère en conséquence aucune remise en question.

L'Occident déploie aujourd'hui beaucoup d'énergie à aider des autrui périphériques qu'il a volontairement laissé mourir hier. La démarche n'est guère solide ; non seulement parce qu'elle ne repose pas sur une vision très assurée du développement, mais parce qu'elle ne tient pas compte de la volatilité des engouements. Ainsi, oubliant l'indifférence d'antan, on risque

47. « S'il y a un pays en Asie du Sud-Est qui n'est pas encore membre de l'Asean, certainement il sera le bienvenu » (propos tenus par Rudolfo Severino rapportés in Associated Press, Djakarta, 2 août 1999).

fort de passer en quelques années d'une intense attention, corollaire d'un soutien financier important, à la remarginalisation de la société timoraise. La situation sera alors d'autant plus grave que par la seule grâce de l'intervention, on aura entre temps introduit les germes de la dépendance. On pourra alors « légitimement » penser que Timor Loro Sa'e n'est décidément pas un État viable ; que les Timorais manquent de la plus élémentaire capacité d'autonomie et qu'ils n'ont pas su tirer profit de l'assistance qui leur a été apportée.

Bangkok, le 25 août 2001

Stéphane DOVERT

IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine)
